



# Un 23 Mars pour l'Emploi public et son financement durable dans le 93



En Seine-Saint-Denis plus qu'ailleurs, la politique gouvernementale de régression de l'emploi public exerce aujourd'hui une violence extrême contre les besoins de la population, contre l'efficacité des services publics et contre ses agents.

Une population plus défavorisée a besoin de plus de services publics, pas de moins de services publics. En Seine-Saint-Denis plus qu'ailleurs l'alternative de la privatisation constitue une impasse, nie les besoins et approfondit les difficultés des gens. Ici plus qu'ailleurs la précarisation du service public et de ses agents aggrave la précarité de la vie pour la population du département.

Dans les écoles, les collèges et les lycées, la précarité massive des enseignants et les suppressions de postes ne permettent plus de travailler dans des conditions normales, l'entretien et la sécurité se dégradent, le présent comme l'avenir des jeunes sont pris en otage.

Dans les hôpitaux de Seine-Saint-Denis la suppression d'emplois réduit la capacité d'accueil et la qualité des soins. L'urgence est débordée, les séjours sont écourtés, les cliniques privées sont prises d'assaut... et leurs salariés pressurés d'autant plus.

Dans la Fonction Publique Territoriale, l'abandon progressif des prestations " non-obligatoires " en direction de la population (le sport, la culture, les espaces verts, etc.) n'empêche pas la réduction des moyens pour les " prestations obligatoires " (le social, les infrastructures...). Au

Conseil Général ce sont 400 suppressions d'emploi (dont 150 non-titulaires) qui sont programmées pour 2010, et c'est le besoin de création d'une centaine d'emplois qui est nié, au détriment de l'Aide Sociale, des personnes âgées, des prestations RMI/RSA, etc. Pour les communes la courbe de la baisse de la masse salariale se met en place avec des centaines de postes en moins.

Pour la Petite Enfance, c'est la réduction du taux d'encadrement des enfants qui est mis en œuvre dans les crèches, le temps de formation des Assistantes Maternelles qui est réduit de moitié. C'est le gardiennage low-cost et l'ouverture au marché privé qui sont organisés.

A La Poste, c'est la logique du marché qui s'installe après l'accomplissement de la privatisation, l'emploi précaire utilisé pour démanteler les droits salariaux des agents, les prestations aux usagers soumises au crible de la rentabilité financière.



Mais plus qu'ailleurs aussi, la Seine-Saint-Denis relève la tête, s'organise et se bat. Le 18 février c'était la participation massive des enseignants et des élèves de Seine-Saint-Denis à la manifestation devant le Ministère de l'Education pour les moyens de l'enseignement et de la formation.

C'est la campagne " Pas de bébé à la consigne " engagée avec vigueur en février, poursuivie de manière multiforme, qui se prolonge par une grande journée de grève et d'action pour le 11 mars.

Ce sont les actions engagées de toutes parts dans les Collectivités pour exiger le maintien et le développement de l'emploi territorial à la hauteur

des besoins, ainsi que les financements publics nécessaires (taxe professionnelle, crédits de compensation pour les transferts de l'Etat, etc).

C'est l'action solidaire que développent aux coude-à-coude fonctionnaires et contractuels de la Fonction Publique pour la défense des droits des non-titulaires et une loi de titularisation immédiate.

La journée d'action interprofessionnelle du 23 mars, organisée à l'appel de la CGT, CFDT, FSU, Solidaires et l'UNSA, va servir de point d'appui à ces luttes, favoriser leur convergence et leur élargissement.

**Dans ce cadre,  
la CGT 93 organise un rassemblement  
des salariés du service public  
le mardi 23 mars à 11h  
à Bobigny sur le parvis de la Préfecture.**

**Ce rassemblement permettra de montrer la détermination des agents publics de Seine-Saint-Denis à gagner ensemble la bataille de l'emploi et du service public, de déposer des revendications concrètes pour l'emploi public et son financement durable chez le Préfet représentant de l'Etat, et de favoriser une participation massive des services publics à la manifestation parisienne de l'après-midi.**



**BULLETIN D'ADHÉSION**

Nom ..... Prénom .....  
Profession ..... Entreprise .....  
Téléphone..... E-mail .....  
Adresse .....



**A remettre à un (e) militant (e) de votre connaissance ou à renvoyer à :**  
Union Départementale CGT 93 - 1, place de la Libération 93016 BOBIGNY

Tél. : 01.48.96.36.37 - Fax : 01.48.30.98.69 - E-mail : [udcgt93@wanadoo.fr](mailto:udcgt93@wanadoo.fr) - Site Internet : [www.cgt93.fr](http://www.cgt93.fr)